



Drug Policy Reform

Parliamentary Seminar

Perspectives from Latin America, West Africa & Europe

COMPTE RENDU RÉSUMÉ

Parlement britannique 28 – 30 octobre 2013

Durant la première séance de travail, intitulée 'Le contexte', on a présenté les problèmes relatifs à la politique des drogues, essentiellement d'un point de vue factuel. Un aperçu général des tendances récentes de production, de trafic, de consommation de drogues illégales a été donné, ainsi que des propositions politiques en la matière. Les membres du panel ont communiqué leur expérience concernant les travaux récents de recherche, la politique ou la législation sur la production globale, la contrebande et la consommation de drogues. Il s'agissait de : Ruth Dreifuss, ancienne présidente de la Suisse et membre de la Commission mondiale pour la politique des drogues ; Sandeep Chawla, directeur exécutif adjoint et directeur de division des questions stratégiques et publiques à l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) ; Paul Griffiths, directeur scientifique de l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (OEDT) ; Robert del Picchia, membre du Sénat français et président du groupe 12+ de l'Union interparlementaire. La séance a été présidée par la Baronne Meacher, selon laquelle le phénomène croissant des euphorisants légaux et le fait que le transit représente un problème en Europe aussi bien qu'en Afrique de l'Ouest et en Amérique latine, signifient que les parlementaires ont beaucoup à apprendre de leurs homologues des autres continents.

La deuxième séance était intitulée 'Comparaison des scénarios du rapport de l'OEA sur le problème de la drogue dans les Amériques'. Durant la plénière, on a examiné chacun des scénarios de politique présentés dans le rapport de l'Organisation des Etats américains sur le problème des drogues dans les Amériques, débattu lors de l'Assemblée générale de l'OEA au Guatemala, en juin 2013. Les membres du panel ont présenté des études de cas sur les différentes approches en matière de politique des drogues, et échangé leurs points de vue sur ce qui constitue une bonne pratique et donne les meilleurs résultats dans la lutte contre les effets de la production, du trafic et de l'abus des drogues. Il s'agissait de : Luis Fernando Carrera, ministre des Affaires étrangères du Guatemala ; Mauricio Quintella, membre de la Chambre des Députés du Brésil, Ann Fordham, directrice exécutive du Consortium international sur la politique des drogues, Larba Atsoh Apoudjak, députée du parlement de la CEDEAO et de l'Assemblée nationale du Togo. La présidente a relevé les grandes différences entre les pays d'Amérique latine, et la souplesse nécessaire pour permettre aux pays de trouver les solutions les mieux adaptées aux besoins de leur population. Selon elle, il est préférable d'interpréter les scénarios du rapport de l'OEA comme une liste de politiques parmi lesquelles les pays peuvent choisir les éléments pertinents, plutôt que comme un choix rigide entre différentes politiques.

La troisième séance de travail, intitulée 'Blanchiment des fonds et tendances en ligne du trafic des drogues', s'est concentrée sur les efforts internationaux de lutte contre le blanchiment des fonds et les sociétés écrans des cartels de drogue. Les membres du panel ont expliqué de quelle façon la législation de lutte contre le blanchiment des fonds et les dirigeants de banques tentent, dans la pratique, de réagir à la complexité croissante et à l'innovation constante des criminels, au rôle croissant des marchés en ligne, dans la mesure où l'Internet représente un moyen de communication à la fois rapide et sûr pour les consommateurs et les criminels. Les membres du panel étaient : Rowan Bosworth-Davies, directeur de Law Enforcement against Prohibition UK ; Tom Bergin, envoyé spécial, Reuters ; Richard Lowe, Responsable de la criminalité en col blanc à la UK National Crime Agency ; Papa Owusu-Ankomah, membre du parlement au Ghana. La séance a été présidée par John Mann, député britannique, qui a déclaré qu'il existait un problème mondial majeur, au-delà des différences de cultures bancaires et politiques, et que les banques britanniques ne faisaient pas exception.



Drug Policy Reform

Parliamentary Seminar

Perspectives from Latin America, West Africa & Europe

Lors de la quatrième séance de travail, intitulée 'Politiques de réglementation de l'offre des drogues', on a examiné l'impact économique et social de la réglementation de l'offre de drogues dans la production et le trafic. Les membres du panel ont échangé leurs points de vue sur la politique gouvernementale et la législation criminalisant la production, la contrebande et la consommation de drogues. Les membres du panel étaient : George Soros, président des Open Society Foundations ; Maria Lucia Karam, juge à la retraite, Law Enforcement Against Prohibition ; General Lord Ramsbotham, ancien Inspecteur en chef des prisons, Royaume-Uni ; Harald Terpe, membre du Bundestag allemand et de sa Commission de la santé et porte-parole sur les politiques des drogues. Le panel a été présidé par la Baronne Stern, qui a évoqué son expérience des prisons et établissements pénitentiaires, décrivant les prisons comme un exemple de ces 'dégâts collatéraux'. Le panel a débattu de la réforme pénale et de l'impact de la prohibition, de la réduction de la demande en traitant l'addiction aux drogues comme un problème de santé publique, et des programmes efficaces de réinsertion des trafiquants de drogues incarcérés.

La cinquième séance de travail, intitulée 'Politiques de réglementation de la demande des drogues', a présenté différentes approches de régulation de la demande en drogues illégales dans les pays consommateurs. Les membres du panel ont échangé leurs points de vue sur ce qui constitue la bonne pratique et donne les meilleurs résultats en termes de réduction de l'impact dommageable, socio-économique et sanitaire, de la demande élevée en drogues illégales. Il s'agissait du professeur Stevens, School of Social Policy, université de Kent, de Jindřich Vobořil, coordinateur national contre la drogue de République tchèque ; Roger Howard, ancien directeur général de la Drug Policy Commission du Royaume-Uni ; Pernille Skipper, membre du parlement danois. Le panel était présidé par Paul Flynn, député britannique. Les échanges ont porté sur les connaissances et la recherche comparée récente sur la politique et la législation concernant la régulation des marchés de la drogue dans les pays consommateurs, les avantages et les inconvénients de la décriminalisation ou de la légalisation des drogues illégales, et l'étude du cas de Christania.

Lors de la sixième séance de travail, intitulée 'Les conséquences des changements dans la politique des drogues', les participants ont réfléchi à la façon dont les parlementaires peuvent gérer l'articulation politique, l'impact sur l'opinion publique et les attitudes des électeurs par rapport aux réformes des politiques des drogues, et aux effets des changements dans la politique des drogues sur la sécurité régionale et les politiques de lutte contre les narcotiques. Les membres du panel ont présenté différentes approches sur les arguments utilisés envers les électeurs indécis et les messages relatifs à la réglementation, à la lumière de l'initiative récente de l'Etat de Washington de légaliser la marijuana, et des développements récents de la politique en Uruguay. Le panel était présidé par Natalie Bennet, dirigeante du parti vert britannique, et composé des membres suivants : Alison Holcomb, directrice en justice pénale, American Civil Liberties Union ; Benoît Gomis, International Security Programme, Chatham House ; Sebastian Sabini, membre de la Chambre des représentants d'Uruguay et président de la Commission sur les drogues et les addictions ; Julio Mario Trobo, membre de la Chambre des représentants, Uruguay.

La septième séance de travail en plénière a consisté en un compte rendu de deux groupes de travail ayant examiné les thématiques liées à 'Une approche sanitaire santé dans la politique des drogues'. Le premier groupe de travail, animé par la Professeure Susanne Macgregor de la London School of Hygiene and Tropical Medicine, a présenté aux délégués les travaux récents de recherche, de politique et de législation concernant les politiques d'addiction et comparant la bonne pratique dans les différents pays. Le deuxième groupe de travail était animé par Dr Andrew Ball, Conseiller principal en stratégie, politique et équité du département VIH/SIDA de l'Organisation mondiale de la santé, et Rick Lines, directeur de Harm Reduction International. Ce groupe s'est concentré sur une politique des drogues centrée sur la réduction des risques, essentiellement d'un point de vue factuel, réfléchissant notamment au lien entre l'usage de drogues et le VIH/SIDA. La séance de compte rendu plénière était présidée par le Dr Andrew Ball ; Janja Napast, membre de l'Assemblée



Drug Policy Reform

Parliamentary Seminar

Perspectives from Latin America, West Africa & Europe

nationale de Slovénie, et Papa Owusu-Ankomah, membre du parlement de Ghana, ont résumé les points saillants débattus durant leurs groupes de travail respectifs. Les animateurs ont conclu qu'il était important de se garder d'éviter la polarisation des débats, et de rechercher une approche équilibrée comportant des réponses proportionnées aux problèmes. On s'est accordé à dire que la réduction des risques était plus qu'une simple liste de techniques, et qu'il était essentiel que ce principe soit à la base de toute politique, afin d'éviter les risques et d'alléger les souffrances. Le renforcement des capacités, des institutions, la mise en place d'un réseau de praticiens et l'utilisation de l'expérience des différents pays, sont importants dans la mesure où la situation est en évolution constante. On a souligné la nécessité que les décisions soient informées et fondées sur les faits, et l'importance d'une cohérence entre organismes nationaux chargés de la lutte contre les drogues, et les ministères de la santé publique, comme base de la bonne pratique.

Durant la huitième séance, intitulée 'Le rôle des drogues dans l'émergence de la violence', les membres du panel présidé par Lord Dholakia ont examiné une série d'études de cas de différentes régions géographiques, montrant le rôle de la production, du trafic et de l'abus des drogues dans l'émergence de différentes catégories de violence et évaluant l'efficacité des politiques des différents pays dans la lutte contre la violence. Les membres du panel étaient : Iris Vianey Mendoza, sénatrice, Mexique, Cherner Maju Bah, Membre et vice-président du parlement, Sierra Leone, Robert Cutajar, membre du parlement de Malte, Guilherme Mussi, membre du Congrès au Brésil. Les présentations ont été suivies d'une discussion sur les différents aspects de la lutte mondiale contre les drogues. Le président a formulé le souhait que les délégués quittent la conférence avec des idées claires sur la marche à suivre, et insisté sur l'importance de la formation à mettre à la disposition des personnes chargées de ces questions, comme la police, les services sociaux, ou les enseignants.

Lors de la dernière séance, intitulée 'Défis à relever', le Dr Sandeep Chawla de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) a présenté le processus débouchant sur la session spéciale de l'Assemblée générale des Nations Unies en 2016, décrivant l'organisation de la coopération internationale en matière de drogues avec la Commission des stupéfiants, le Conseil économique et social, et les conventions de l'ONU. Il a déclaré qu'il existait un accord quasiment universel sur la nécessité d'adopter une approche équilibrée en matière de politique des drogues, où les politiques des drogues et les conventions fondées sur la santé pourraient supplanter à cette dimension lacunaire. Il s'est prononcé en faveur d'une approche fondée également sur les droits humains pour les usagers de drogue, relevant le fait qu'il existe un large accord sur la nécessité, non seulement de détruire les cultures de drogues, mais également de fournir un rééquilibrage du développement. La Baronne Meacher, présidente du groupe parlementaire multipartite sur la réforme de la politique des drogues au Royaume-Uni, a conclu en faisant un certain nombre de propositions émanant du séminaire :

1. Abandonner l'objectif simpliste et unique d'un monde sans drogue, irréalisable et inutile, et le remplacer par plusieurs objectifs
2. Fonder la législation relative aux drogues sur des éléments validés
3. Ne pas gaspiller les efforts en tentant de modifier les conventions de l'ONU, dans la mesure où des pays y opposeraient de toute façon leur veto. Une meilleure utilisation des énergies serait de faire pression pour y apporter un amendement.
4. Comprendre que les pays ont besoin d'une plus grande latitude pour décider quelles politiques mener pour le bénéfice de leurs populations. Cela est possible, soit en permettant aux pays de réformer leur politique en matière de drogues en se retirant des conventions, en émettant une réserve puis en faisant une nouvelle demande d'adhésion (comme l'a fait la Bolivie), soit en utilisant l'article 3 de la



Drug Policy Reform

Parliamentary Seminar

Perspectives from Latin America, West Africa & Europe

Convention, qui permet à un pays d'établir sa législation relative aux drogues et à la criminalité sous réserve de 'ses principes constitutionnels et des concepts fondamentaux de son système juridique' (comme l'a fait l'Uruguay).

5. Les grandes institutions devraient a) donner la priorité à la prévention de l'addiction aux drogues chez les jeunes par l'information, l'éducation et une protection sociale généreuse ; b) encourager tous les états à offrir un traitement efficace de l'addiction dès l'identification du phénomène, en se gardant de criminaliser ou de détenir les personnes avant qu'elles ne puissent accéder à un traitement ; c) ne pas criminaliser les jeunes en général, mais les traiter en adoptant l'approche sanitaire.

La Baronne Meacher a conclu en insistant sur la différence entre la légalisation et la décriminalisation des drogues. Elle a souligné que le terme de légalisation induisait en erreur, dans la mesure où il signifie en fait un système régulé où les drogues sont contrôlées de très près, non pas en vente dans les supermarchés. Elle a déclaré que la décriminalisation était tout à fait différente de la légalisation. Elle ne permettrait pas de se débarrasser des dealers, mais signifierait que les jeunes n'auraient pas de casier judiciaire. Elle a également souligné le fait que les faits connus et la recherche montrent les avantages que comportent la légalisation et la décriminalisation, qui devraient donc être encouragées, mais qu'il faut préciser qu'il s'agit de deux stratégies différentes aux avantages différents.